

Conseil Municipal
du 22 février 2018
◆ ◆ ◆ ◆ ◆
Procès verbal de réunion

N°	Intitulé	Page
1	FINANCES - Budget primitif 2018 – Budget principal – Résultats 2017 – Reprise par anticipation	3
2	FINANCES - Budget primitif 2018 – Budget annexe eau et assainissement – Résultats 2017 – Reprise par anticipation	4
3	FINANCES - Budget primitif 2018 – Budget annexe pompes funèbres – Résultats 2017 – Reprise par anticipation	5
4	FINANCES - Budget primitif 2018 – Budget annexe crématorium – Résultats 2017 – Reprise par anticipation	5
5	FINANCES - Fiscalité directe locale – Adoption des taux 2018	6
6	FINANCES - Budget primitif 2018 – Budget principal – Approbation	7
7	FINANCES - Budget primitif 2018 – Budget annexe de l'eau et de l'assainissement – Adoption	8
8	FINANCES - Budget primitif 2018 – Budget annexe des pompes funèbres – Adoption	9
9	FINANCES - Budget primitif 2018 – Budget annexe au crématorium – adoption	10
10	FINANCES - Budget primitif 2018 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations sportives	10
11	FINANCES - Budget primitif 2018 – Subvention de fonctionnement allouée à l'Association Les Possibles	11
12	FINANCES - Budget primitif 2018 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations	11
13	FINANCES - Exercice 2018 – Attribution d'une subvention de fonctionnement au Centre Communal d'Action Sociale	12
14	FINANCES - Attribution d'une subvention au Foyer Socio-Educatif (FSE) du Lycée Léonard Vinci	12
15	FINANCES - Attribution d'une subvention au Foyer Socio-Educatif (FSE) du Collège Jules Ferry	12
16	FINANCES - Budget principal – Exercice 2018 – Admission en non-valeur de divers produits communaux	13
17	FINANCES - Participation des communes extérieures aux frais de fonctionnement des écoles publiques de Mayenne – exercice 2018	13
18	FINANCES - Contrat d'association avec les écoles privées – participation 2018 de la Ville de Mayenne	14
19	FINANCES - Budget Eau et Assainissement - Actions de solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement – Exercice 2018	14
20	FINANCES - Budgets annexes crématorium et pompes funèbres - exercice 2018 - admission en non-valeur de produits communaux	15
21	FINANCES - Révision des tarifs des services pompes funèbres et crématorium au 1 ^{er} Mars 2018	15
22	MARCHES PUBLICS - Transport urbain collectif restructuré pour la Ville de Mayenne (2018-2025) – 17SER30 – Appel d'offres Autorisation de signature du marché	15
23	AFFAIRES SCOLAIRES - Temps des Activités Périscolaires, rentrée 2018-2019	16
24	AFFAIRES SCOLAIRES - Réforme des rythmes Scolaires - Convention avec l'OGEC relative à la participation de la Ville aux frais de fonctionnement des écoles privées sous contrat de Mayenne pour les Temps d'Activités Périscolaires (TAP)	17
25	AFFAIRES SCOLAIRES - Signature d'une convention avec les écoles privées St Martin et St Joseph de Mayenne ayant pour objet la participation financière de la Ville aux frais de personnel liés au temps de repas	18
26	Méduane Habitat - Construction de logements sur l'espace François Mitterrand - Contribution financière de la ville à la réalisation de voirie et espaces publics	18

27	ENVIRONNEMENT - Autorisation environnementale unique et déclaration d'intérêt général sur le bassin versant de l'Aron et le ruisseau de la Filousière	19
28	URBANISME - Projet de construction de M et Mme Feuvre au lieu dit « la Rochelle » à Mayenne - prise en charge de l'extension des réseaux par le demandeur	19
29	MARCHES PUBLICS - Vente aux enchères de biens – autorisation de signature	20

RECAPITULATIF DES CONVENTIONS SANS DECISION

DECISIONS MUNICIPALES

M. le MAIRE rend compte des décisions municipales intervenues depuis la dernière séance du Conseil Municipal, ce en application des dispositions des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement de la délibération par laquelle le Conseil Municipal lui a délégué une partie de ses attributions :

19/12/2017	Projet « Animation du Cœur de Ville »
------------	---------------------------------------

Extrait du registre des arrêtés du Maire

2017.09	30/10/2017	Arrêté de délégation dans les fonctions d'État Civil à Mme Corinne DELEURME
2017.10	30/10/2017	Arrêté de délégation dans les fonctions d'État Civil à M. Jean-François MAUPAS
2017.11	30/10/2017	Arrêté de délégation dans les fonctions d'État Civil à Mme Evelyne GERVOT
2017.12	30/10/2017	Arrêté de délégation dans les fonctions d'État Civil à M. Fabien GERVOT
2017.13	14/11/2017	Arrêté de délégation de signature à M. Jean-François MAUPAS
2017.14	14/11/2017	Arrêté de délégation de signature à Mme Evelyne GERVOT
2017.15	14/11/2017	Arrêté de délégation de signature à M. Fabien GERVOT
2017.16	1/12/2017	Arrêté portant suppression de la sous régie de recettes pour LA HALTE GARDERIE
2018.01	26/01/2018	Arrêté de délégation temporaire de fonction et de signature à M. Gue BOURGUIN, 1 ^{er} adjoint
2018.02	1/02/2018	Exercice du droit de préemption par la ville de Mayenne pour la parcelle située au 9 rue Chaulin Servinière
2018.03	14/02/2018	Arrêté du Maire de Mayenne portant suppression de la régie de recettes des piscines

LES MAPA ET LEURS AVENANTS DANS LE CADRE DES DÉLÉGATIONS DE SIGNATURE

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	32	L'an deux mille dix-huit, le 16 février M. ANGOT, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 22 février au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal, à 20 heures.
Conseillers présents ou représentés	29	
Contre	0	
Pour	29	
Abstention	0	
Quorum	17	

Assistaient à la séance : M. ANGOT, Maire, M. BOURGUIN, Mme BELLON, M. LANDEMAINE, M. LESAIN, Mme BAR, M. LE SCORNET Adjoints ; Mme LODE, M. CORDIER, Mmes RAMADANE, CREUSIER, OLIVIER, VIDY, MM. LAVANDIER, MARTINEZ-PEREZ, ORDRONNEAU, PAILLASSE, Mmes PELE, TRIPOTEAU, LEFEBVRE, ADAM, MM. MORIN, REBOURS, Mme BEUNEUX (ne prend pas au vote au point N°15), M. EBALE NLO, Mme COUTURIER, MM. FAUCON, TROUILLET conseillers municipaux.

Excusés :

Mme LANCIEN donne pouvoir à M. ANGOT.

M. LAURENT, Mmes BURGEOT, COME.

M. EBALE NLO a été désigné secrétaire de séance.

1 - FINANCES - Budget primitif 2018 – Budget principal – Résultats 2017 – Reprise par anticipation

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. LESAIN expose :

Il est exposé que l'instruction comptable M14 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif.

Cependant l'article L 2311-5 du CGCT permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur.

(avec affectation au résultat)

BUDGET GÉNÉRAL	
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	2 908 049,60 €
Recettes de l'année	18 664 930,16 €
Dépenses de l'année	- 16 408 336,10€
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	5 164 643,66 €
RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	- 1 755 613,48 €
Recettes de l'année	6 286 678,86 €

Ville de Mayenne
Séance du 22 février 2018

Dépenses de l'année	- 5 284 791,70 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	- 753 726,32€

Restes à réaliser dépenses	1 444 295,01 €
Restes à réaliser recettes	362 790,00 €
BESOIN DE FINANCEMENT :	1 835 231,33 €

DISPONIBLE :	3 329 412,33 €
---------------------	-----------------------

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée :

- affecte au budget général la somme de 3 329 412,33 € au c/002 Excédent de fonctionnement reporté,
- constate que l'affectation minimum au résultat d'investissement du budget général est de 1 835 231,33 €
- et reprend la somme de 753 726,33 € au c/001 solde d'exécution négatif de la section d'investissement reporté du budget général.

2 - FINANCES - Budget primitif 2018 – Budget annexe eau et assainissement – Résultats 2017 – Reprise par anticipation

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. LANDEMAINE expose :

Le Code Général des Collectivités Locales, notamment l'article L 2311-5, et l'instruction budgétaire et comptable M4 en vigueur, donnent aux communes la possibilité de reprendre au budget par anticipation les résultats de l'exercice antérieur (2017), sans attendre le vote du compte administratif.

(avec affectation au résultat)

BUDGET ANNEXE EAU ET ASSAINISSEMENT	
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	+ 348 744,96 €
Recettes de l'année	561 552,06 €
Dépenses de l'année	- 451 136,28 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	+ 459 260,74€

RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	+ 165 165,54 €
Recettes de l'année	+ 455 862,00 €
Dépenses de l'année	- 503 153,22 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	+ 117 874,32€

Restes à réaliser dépenses	- 331 263,74 €
Restes à réaliser recettes	+ 145 152,00€
BESOIN DE FINANCEMENT :	68 237,42 €

DISPONIBLE :	391 023,32 €
---------------------	---------------------

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée :

- affecte au budget annexe la somme de 391 023,32 € au c/002 Excédent de fonctionnement reporté,
- constate que l'affectation minimum au résultat d'investissement du budget annexe est de 68 237,42 €
- et reprend la somme de 117 874,32 € au c/001 solde d'exécution excédentaire de la section d'investissement reporté du budget annexe eau et assainissement.

3 - FINANCES - Budget primitif 2018 – Budget annexe pompes funèbres – Résultats 2017 – Reprise par anticipation

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

Mme LODE expose :

Le Code Général des Collectivités Locales, notamment l'article L 2311-5, et l'instruction budgétaire et comptable M4 en vigueur, donnent aux communes la possibilité de reprendre au budget par anticipation les résultats de l'exercice antérieur (2017), sans attendre le vote du compte administratif.

(avec affectation au résultat)

BUDGET ANNEXE POMPES FUNÈBRES	
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	297 665,25 €
Recettes de l'année	724 132,87 €
Dépenses de l'année	- 676 814,99 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	344 983,13 €

RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	- 9 900,20 €
Recettes de l'année	84 479,38 €
Dépenses de l'année	- 92 999,76 €
BESOIN DE FINANCEMENT :	18 420,58 €

DISPONIBLE :	326 562,55€
---------------------	--------------------

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée :

- affecte au budget annexe la somme de 326 562,55 € au c/002 Excédent de fonctionnement reporté,
- constate que l'affectation minimum au résultat d'investissement du budget Annexe est de 18 420,58 €
- et reprend la somme de 18 420,58 € au c/001 solde d'exécution négatif de la section d'investissement reporté du budget annexe des pompes funèbres.

4 - FINANCES - Budget primitif 2018 – Budget annexe crématorium – Résultats 2017 – Reprise par anticipation

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

Mme LODE expose :

Le Code Général des Collectivités Locales, notamment l'article L 2311-5, et l'instruction budgétaire et comptable M4 en vigueur, donnent aux communes la possibilité de reprendre au budget par anticipation les résultats de l'exercice antérieur (2017), sans attendre le vote du compte administratif.

Ville de Mayenne
Séance du 22 février 2018

(avec affectation au résultat)

BUDGET ANNEXE CREMATORIUM	
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT :	
Résultat de fonctionnement reporté	599 977,47 €
Recettes de l'année	417 192,67 €
Dépenses de l'année	-181 442,97 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	835 727,17 €
RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT :	
Résultat d'investissement reporté	81 936,33 €
Recettes de l'année	+ 475 395,91 €
Dépenses de l'année	- 489 019,19 €
RÉSULTAT DE CLÔTURE :	68 313,05 €
Restes à réaliser dépenses	- 30 838,48 €
EXCEDENT DE FINANCEMENT :	37 474,57 €

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée :

- affecte au budget annexe la somme de 835 727,17 € au c/002 Excédent de fonctionnement reporté
- et reprend la somme de 68 313,05 € au c/001 solde d'exécution de la section d'investissement.

5 - FINANCES - Fiscalité directe locale – Adoption des taux 2018

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. LESAIN expose :

Conformément à l'article 1636 B sexies du Code général des impôts, le conseil municipal vote chaque année les taux des taxes foncières et de la taxe d'habitation qui sont ensuite appliqués aux bases fiscales afin d'obtenir le produit de la fiscalité locale.

Les bases fiscales de la commune, sont évaluées au titre de 2018 à partir des bases définitives 2017 comme ci-après :

	Bases définitives 2017	Variation estimée	Bases 2018(*)
Taxe d'habitation	18 528 688	2,30%	18 955 495
Taxe foncière sur les propriétés bâties	19 482 159	1,00%	19 677 307
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	130 869	-0,50%	130 215
TOTAL	38 141 716	1,63%	38 763 017

(*) Chaque année, la Loi de finances détermine une revalorisation nationale des bases fiscales. Pour 2018, le coefficient de revalorisation de bases des trois taxes retenu est de 1,0124 (soit une hausse de 1,24%). La part restante de la variation estimée correspond à l'évolution physique des propriétés : constructions nouvelles, démolitions, modifications des locaux.

Le budget primitif est élaboré sur la base d'un maintien des taux des trois taxes. Ainsi le produit fiscal 2018 ressort à 6 386 133 €.

	Taux 2017	Taux 2018	Produit fiscal 2018
Taxe d'habitation	13,04 %	13,04%	2 471 797 €
Taxe foncière sur les propriétés bâties	19,62 %	19,62%	3 860 688 €
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	41,20 %	41,20%	53 649 €
Produit total 2018			6 386 133 €

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, décide de fixer les taux 2018 à leurs niveaux de 2017 :

Taxe Habitation : 13,04%

Taxe Foncier bâti : 19,62%

Taxe Foncier non bâti : 41,20%

6 - FINANCES - Budget primitif 2018 – Budget principal – Approbation

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 mars 2018

M. LESAIN expose :

Le budget primitif principal 2018 de la Ville, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est équilibré après reprise anticipée des résultats 2017 comme suit :

	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DÉPENSES		21 193 753,00 €	21 193 753,00 €
RÉSULTAT 2017	3 329 412,33 €		21 193 753,00 €
RECETTES		17 864 340,67 €	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	1 444 295,01 €	6 764 398,67 €	8 962 420,00 €
RÉSULTAT 2017	753 726,32 €		
RECETTES	362 790,00 €	8 599 630,00 €	8 962 420,00 €

La présentation de ce budget fait suite, au débat d'orientations budgétaires qui s'est régulièrement tenu lors de la séance du Conseil Municipal du 1 février dernier et au rapport d'orientation budgétaire associé conformément à la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (article 107).

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

Après la présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2018, le budget principal tel qu'il est présenté.

M. Lesaint : A propos de la diapo 13, il précise qu'il a été pris le parti de construire le budget sur la base du budget 2017 pour les TAP sans préjuger du vote du conseil. Le budget sera ajusté au besoin selon la décision prise. A propos de la diapo 15, il informe le conseil d'une enveloppe de 120 000 € à destination des charges de personnel pour améliorer les conditions de travail.

De même, il informe d'une augmentation de l'enveloppe acquisition de véhicules à hauteur de 30 000 € et de 20 000 € pour l'informatique.

M. Angot remercie les conseillers pour leur écoute, observe l'évolution des résultats de taxes et constate une prudence dans l'élaboration du budget. Je signe les déclarations d'intention d'aliéner et vous informe qu'il y en a eu 24 en 3 semaines. Je précise que les amendes de police ne sont pas celles que l'on met en ville mais les remboursements de l'Etat au titre de la sécurité. Il insiste sur l'épargne nette à 88 € par habitants quand la strate est à 61 €. C'est très bien ! On est passé très rapidement sur le programme des travaux et cela me permet d'insister sur : le transport, dossier phare 20 000 € au-dessus du budget envisagé ; le soutien au programme Leny Escudero dans les travaux VRD ; le parvis de l'ancien palais de Justice et un peu l'aménagement de la rue C. de Gaulle car on sent que la rénovation peut dynamiser le commerce dans ce secteur ; rue Roulois, c'est 140 000 €. On a choisi l'équipe d'architecte-urbaniste pour co-construire avec les habitants un projet d'aménagement de ce nouveau quartier. Un vrai projet. Un premier retour en septembre-octobre avec des groupes de travail sur ce projet. Pour le théâtre, une vraie volonté de rafraîchir celui-ci car il commence à avoir besoin d'être revu alors qu'il était une fierté. On était très attaché au mémorial ; sans notre investissement et apport au fonctionnement, il aurait pu disparaître.

M. Bourguin : je m'adresse à la presse et je précise qu'on ne va pas rembourser notre dette en trois ans.

M. Angot : on pourrait le faire si on arrêtrait tout. En 2020, on devrait être à 2 ans quand d'autres collectivités sont encore à 20 ans. On tire la sonnette à 12 ans. On a pris notre première mandature à 8 ans. On peut s'interroger sur notre dette. Est-ce que c'est la génération actuelle qui doit payer des investissements sur 20 ou 30 ans ?

M. Lescornet souligne le régime sec depuis quelques années avec des baisses importantes. Les collectivités paient cher la contribution au redressement des comptes publics. On doit y participer mais la douche est sévère. Alors que les collectivités participent peu ou pas à la dette publique. Les efforts, notamment par les services, sont importants avec des résultats où la ville a une trajectoire financière correcte même si on est à l'os. Est-ce qu'on pourra encore poursuivre avec la qualité de ce service public ? Le service public est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. Le mémorial, c'est une convention signée entre l'Etat, la région, le département et la communauté de communes pour apporter un soutien à un équipement dont le travail de mémoire est remarquable et le rayonnement dépassent notre territoire (cf au spectacle de très grande qualité). C'est aussi un accueil dans de meilleures conditions des groupes, une boutique pour de meilleures recettes.

M. Angot a aussi permis de sauver l'emploi. Il remercie Jean-Pol Lesaint, les services et quand il dit qu'on va faire un effort de 120 000 €, on va assurer des remplacements car là aussi c'était très très dur. C'était très très difficile.

M. Lesaint : la diminution des emplois aidés ne va pas nous aider non plus.

7 - FINANCES - Budget primitif 2018 – Budget annexe de l'eau et de l'assainissement – Adoption

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 mars 2018

M. LANDEMAINE expose :

Le budget annexe de l'eau et de l'assainissement 2018 de la Ville, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est équilibré, après reprise anticipée des résultats 2017 comme suit :

	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION D'EXPLOITATION			
DÉPENSES		937 523,00 €	937 523,00 €
RÉSULTAT 2017	391 023,32 €		937 523,00 €
RECETTES		546 499,68 €	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	331 263,74 €	778 471,26 €	1 109 735,00 €
RÉSULTAT 2017		117 874,32 €	1 109 735,00 €
RECETTES	145 152,00 €	846 708,68 €	

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

Après la présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2018, le budget annexe eau et assainissement tel qu'il est présenté.

M. Angot souligne le soutien à Amafisoa et le nouveau contrat de concession.

M. Landemaine explique les conditions de la négociation et notamment pour les locatifs et la limite de responsabilité. Il a été rappelé aux bailleurs privés que des nouvelles modalités allaient être mises en œuvre soit en acceptant de supporter la charge et la répercuter sur le locataire, soit vers une facturation individualisée qui permet de responsabiliser les locataires.

8 - FINANCES - Budget primitif 2018 – Budget annexe des pompes funèbres – Adoption

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 mars 2018

Mme LODE expose :

Le budget annexe du service des Pompes Funèbres 2018 de la Ville, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est équilibré, après reprise anticipée des résultats 2017 comme suit :

	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION D'EXPLOITATION			
DÉPENSES		1 142 005,00 €	1 142 005,00 €
RÉSULTAT 2017	326 562,55 €		1 142 005,00 €
RECETTES		815 442,45 €	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES		478 805,42 €	497 226,00 €
RÉSULTAT 2017	18 420,58 €		
RECETTES		497 226,00 €	497 226,00 €

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

Après la présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes, l'avis favorable du conseil d'exploitation qui s'est réuni le 21 février dernier, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2018, le budget annexe du service des Pompes Funèbres tel qu'il est présenté.

Ville de Mayenne
Séance du 22 février 2018

M. Angot : un service de qualité dont nous nous réjouissons même si ce n'est pas ce qu'on fait de plus drôle.

9 - FINANCES - Budget primitif 2018 – Budget annexe au crématorium – adoption

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 mars 2018

Mme LODE expose :

Le budget annexe du service du crématorium 2018 de la Ville, soumis à votre approbation conformément aux articles L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est présenté, après reprise anticipée des résultats 2017 comme suit :

	REPORTS	INSCRIPTIONS NOUVELLES	ENSEMBLE
SECTION D'EXPLOITATION			
DÉPENSES		750 000,00 €	750 000,00 €
RÉSULTAT 2017		835 727,17 €	1 750 527,17 €
RECETTES		914 800,00 €	
SECTION D'INVESTISSEMENT			
DÉPENSES	30 838,48 €	577 874,57 €	608 713,05 €
RÉSULTAT 2017	68 313,05 €		608 713,05 €
RECETTES		540 400,00 €	

Le contenu du budget vous est présenté dans le rapport détaillé annexé.

Après la présentation du rapport et du document de présentation comptable précisant les inscriptions en dépenses et recettes, l'avis favorable du conseil d'exploitation qui s'est réuni le 21 février dernier, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, adopte par nature et par chapitre, pour l'exercice 2018, le budget annexe du service du crématorium tel qu'il est présenté.

M. Angot évoque un budget en « sur-équilibre ».

Mme Lodé : on est à 76 crémations donc on part sur la base de 1000 par an.

M. Angot : la commission est partie pour travailler sur l'aménagement de l'accueil des cérémonies civiles.

Mme Lodé : on va tenter de passer de 85 à 160 places à peu près.

10 - FINANCES - Budget primitif 2018 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations sportives

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. REBOURS expose :

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, attribue des subventions de fonctionnement aux associations listées ci-après pour un montant total de 179 702 € au titre de l'exercice 2018.

Associations	montant proposé 2018
Associations de Loisirs	3 893,00 €
- Club Bouliste Mayennais	220,00 €
- Cyclo Club Mayennais	309,00 €
- Club Subaquatique	3 064,00 €
- Pêcheurs Sportifs Mayennais	150,00 €
- Top Form	150,00 €

SPORT SCOLAIRE UNSS et UGSEL	5 000,00 €
Enveloppes manifestations sportives	16 000,00 €
Contrats d'image versés aux clubs	3 600,00 €
Associations participant à compétition	151 209,00 €
- Aéromodélisme	500,00 €
- Badminton A.M.B.	4 785,00 €
- CAM Tennis de Table	14 307,00 €
- CAM Basket	9 345,00 €
- CAM Athlétisme	19 140,00 €
- Cercle de Tir Mayennais	3 500,00 €
- Dauphins Mayennais	7 978,00 €
- Etincelle Volley	7 000,00 €
- Etoile Cycliste Mayennaise	12 838,00 €
- Full Contact Mayenne (en loisirs en 2010)	600,00 €
- J.S.P.A Canoé	4 791,00 €
- Club de voile	2 042,00 €
- Judo-Club	14 897,00 €
- Karaté-Club	1 199,00 €
- Mastria	1 196,00 €
- Mayenne Handball	7 000,00 €
- May-Roc Escalade	4 265,00 €
- Pétanque Mayennaise	1 000,00 €
- Pêcheurs de Concours	250,00 €
- Rugby Olympique	3 245,00 €
- Stade Mayennais Football Club	23 368,00 €
- Tennis Club	7 963,00 €

M. Angot remercie la commission des sports qui met beaucoup de rigueur dans la gestion de ces subventions. Les principes sont admis.

11 - FINANCES - Budget primitif 2018 – Subvention de fonctionnement allouée à l'Association Les Possibles

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

Mme BELON expose :

Par délibération du conseil municipal datant du 12 décembre 2017, vous avez autorisé la signature d'une convention d'objectifs et de moyens 2017-2018 avec l'association Les Possibles. Le montant mensuel de subvention versée de janvier à novembre 2018 a été fixé à 21 104 € et celui de décembre à 21 111,40 €.

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, confirme le montant 2018 de la subvention globale à l'association Les Possibles à raison de 253 255,40 €, ainsi que l'échéancier présenté ci-dessus.

M. Angot : ce matin, j'ai accompagné une société qui venait en aide à leur projet de véhicule itinérant. Une fondation qui leur apportait un chèque de 15 000 €.

12 - FINANCES - Budget primitif 2018 – Subventions de fonctionnement allouées aux associations

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. BOURGUIN expose :

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, attribue des subventions de fonctionnement aux associations listées ci-après pour un montant total de 33 232,00 € au titre de l'exercice 2018 :

Associations	montant proposé 2018
- Mémorial de la Déportation	10 000,00 €
- Maison de l'EUROPE	2 000,00 €
- Fraternité Amafisoa	200,00 €
- Opération Villages Roumains Novaci / confiance Roumanie	500,00 €
- 1060 ^{ème} section des Médailleurs Militaires	117,00 €
- Comité Entente Associations Résistance et déportation de la Mayenne (CEDARD)	250,00 €

Ville de Mayenne
Séance du 22 février 2018

- pêcheurs de concours	515,00 €
- UCAVM (dont subvention exceptionnelle de 2 400 €)	5 900,00 €
- CCI poste manager du commerce	5 000,00 €
- Conjoint survivants de la Mayenne	200,00 €
- Conseil local CNL du Nord Mayenne	500,00 €
- Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF)	450,00 €
- Union Départementale des Associations Familiales 53 (UDAF 53)	300,00 €
- Association Départementale d'Aide aux Victimes d'Infractions Pénales (ADAVIP)	2 300,00 €
- CDAD Comité Départemental d'Accès aux droits	900,00 €
- Syndicats Unions Locales C.G.T.	500,00 €
- Syndicats Unions Locales C.F.D.T.	500,00 €
- Syndicats Unions Locales C.F.T.C.	500,00 €
- Association des conciliateurs de justice de la Cour d'Appel d'Angers	100,00 €
- CESAM jeunesses	2 500,00 €

13 - FINANCES - Exercice 2018 – Attribution d'une subvention de fonctionnement au Centre Communal d'Action Sociale

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. CORDIER expose :

Il est proposé de fixer le montant de la subvention de fonctionnement alloué au CCAS pour l'exercice 2018 à 440 000 € (c/657362).

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, attribue une subvention de fonctionnement au CCAS d'un montant de 440 000 € au titre de l'exercice 2018.

14 - FINANCES - Attribution d'une subvention au Foyer Socio-Educatif (FSE) du Lycée Léonard Vinci

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. FAUCON expose :

Le budget 2018, voté précédemment a ouvert des crédits en matière de subventions à verser aux associations et notamment à destination des Fonds Socio Educatifs.

Vu qu'il convient de répartir cette subvention par association en fonction des demandes express formulées par les FSE,

Vu le courrier de demande de subvention de la Maison des Lycéens de Léonard de Vinci reçu le 28 septembre 2017,

Vu le nombre d'enfants domiciliés à Mayenne dans cet établissement au cours de l'année scolaire 2017-2018 soit 76,

Vu le montant attribué pour chaque élève inscrit domicilié sur Mayenne soit 5.15 euros/élève,

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, valide le versement au FSE du Lycée Léonard Vinci d'une subvention de 391.40 euros au titre de l'année 2018 (76 x 5.15 euros).

15 - FINANCES- Attribution d'une subvention au Foyer Socio-Educatif (FSE) du Collège Jules Ferry

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. LAVANDIER expose :

Le budget 2018, voté précédemment a ouvert des crédits en matière de subventions à verser aux associations et notamment à destination des Fonds Socio Educatifs.

Vu qu'il convient de répartir cette subvention par association en fonction des demandes express formulées par les FSE,

Ville de Mayenne
Séance du 22 février 2018

Vu le courrier de demande de subvention du FSE du Collège Jules Ferry reçu le 28 janvier 2018,

Vu le nombre d'enfants domiciliés à Mayenne dans cet établissement au cours de l'année scolaire 2017-2018 soit 171,

Vu le montant attribué pour chaque élève inscrit domicilié sur Mayenne soit 5.15 euros/élève,

Le Conseil municipal, à la majorité et à main levée, Mme BEUNEUX n'ayant pas pris part au vote, valide le versement au FSE du Collège Jules Ferry d'une subvention de 880.65 euros au titre de l'année 2018 (171 x 5.15 euros).

16 - FINANCES - Budget principal – Exercice 2018 – Admission en non-valeur de divers produits communaux

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. MARTINEZ-PEREZ expose :

Monsieur le Comptable Public nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Municipal, des bordereaux de produits devenus irrécouvrables se rapportant aux exercices 2009 à 2017.

Les sommes dont il s'agit n'ayant pu être recouvrées, il convient, à la demande du comptable de les admettre en non-valeur de sorte de régulariser la comptabilité communale.

En conséquence, il vous est proposé d'admettre en non-valeur les sommes ci-après désignées :

Créances admises en non valeur c/6541	2009	2012	2013	2014	2015	2016	2017	TOTAL
	20 €	95,20 €	167,86 €	24,74 €	10,56 €	333,24 €	48,06 €	699,66 €
Créances éteintes c/6542				6,51		668,61	80 €	755,12€

Les sommes nécessaires à ces dépenses seront prélevées aux articles 6541 (créances admises en non-valeur) et 6542 (créances éteintes) du budget de l'exercice en cours.

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise l'admission en non-valeur des sommes désignées ci-dessus pour un montant total de 1 454,78 €.

17 - FINANCES - Participation des communes extérieures aux frais de fonctionnement des écoles publiques de Mayenne – exercice 2018

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. MORIN expose :

Le calcul du coût par élève en école publique maternelle et primaire sert de base à la détermination de la participation des communes extérieures pour les élèves de leur ressort territorial scolarisés dans les écoles publiques de Mayenne.

Ce coût est calculé à partir des charges de fonctionnement constatées en 2017 rapportées aux effectifs à la rentrée scolaire 2017/2018. Il s'élève à :

- 990,55 € par élève en maternelle
- 421,62 € par élève en élémentaire

A titre d'information, l'an passé, il était respectivement de 916,42 € en maternelle et de 436,08 € en élémentaire.

L'augmentation de nos charges de fonctionnement de 1,9% en écoles maternelles cumulée à une diminution du nombre d'élèves (-21), fait accroître notre coût par élève de 74,13 €.

Ville de Mayenne
Séance du 22 février 2018

A contrario, notre coût de fonctionnement par élève en élémentaire diminue de 3,3 % par la diminution de nos dépenses de fonctionnement (-1,4%) et l'augmentation du nombre d'élèves scolarisés en élémentaire (+ 11).

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, arrête la participation des Communes de résidence aux frais de fonctionnement des écoles publiques pour 2018 à 990,55 € par élève de maternelle et à 421,62 € par élève en élémentaire.

18 - FINANCES - Contrat d'association avec les écoles privées – participation 2018 de la Ville de Mayenne

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

Mme COUTURIER expose :

Le contrat d'association signé le 17/11/1997 entre la Ville de Mayenne et les écoles privées prévoit une participation de la commune pour les élèves domiciliés à Mayenne sur la base du coût des élèves déterminé pour les écoles publiques.

Il s'établit comme vu précédemment à :

- 990,55 € par élève en maternelle
- 421,62 € par élève en élémentaire.

Les effectifs constatés à la rentrée 2017/2018 en ce qui concerne les élèves domiciliés à Mayenne et scolarisés en écoles privées sont les suivants :

- 119 en maternelle (contre 108 à la rentrée précédente)
- 192 en élémentaire (contre 190 à la rentrée précédente).

Aussi, la participation globale due au titre du contrat d'association pour l'année 2018 s'élève à 198 826,49 € (contre 181 828,56 € versés en 2017 soit une augmentation de 16 997,93 €).

Cette somme sera allouée à l'OGEC Don Bosco sous forme de versements trimestriels.

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée :

- **autorise le versement de la somme due au titre du contrat d'association 2018 de 198 826,49 €**
- **et dit que les crédits budgétaires 2018 sont inscrits au budget primitif.**

19 - FINANCES - Budget Eau et Assainissement - Actions de solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement – Exercice 2018

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. LANDEMAINE expose :

En 2017, la Ville de Mayenne a décidé de soutenir des projets de solidarité internationale dans le cadre du dispositif de la Loi Oudin-Santini autorisant les collectivités territoriales à consacrer jusqu'à 1% des recettes des services d'eau et d'assainissement à des actions de solidarité internationale dédiées à ce secteur.

Par délibération du 10 mai 2017, le Conseil Municipal a autorisé l'attribution pour 2017 d'une aide de 2 500 € à l'association Fraternité-Amifisoa (Madagascar) et 2 500 € à l'association Aide au Développement de Boussé au Burkina Faso.

Le projet de l'association Fraternité Amafisoa (Eau potable et Assainissement à l'Ecole Publique Primaire de LOHANOSY) a été mené à son terme et celui de l'association Aide au Développement de Boussé est en cours.

Pour 2018, l'association Fraternité Amafisoa a déposé un nouveau projet : Eau potable et assainissement au centre sanitaire CSB2 (médecine de base) de la ville d'AMBOHIJANAKA. Le projet consiste à réaliser une adduction d'eau de source continue composée d'une cabine technique (forage d'un puits et installation d'une pompe électrique) et d'un château d'eau et à créer un bloc sanitaire composé de deux douches, 2 cabines de WC et d'une latrine avec fosse septique.

Pour ce projet, l'association demande une aide financière de 3 750 € soit 34,90 % du coût total du projet.

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée :

- autorise l'attribution pour 2018 d'une aide de 3 750 € à l'association Fraternité-Amafisoa dans le cadre du dispositif de la Loi Oudin-Santini
- et autorise M. le Maire à signer la convention correspondante.

M. Angot souligne l'investissement personnel des porteurs de ces projets associatifs et salue leur action.

20 - FINANCES - Budgets annexes crématorium et pompes funèbres - exercice 2018 - admission en non-valeur de produits communaux

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

Mme LODE expose :

Le Comptable Public nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Municipal, des bordereaux de produits devenus irrécouvrables en raison d'une situation de surendettement.

Les sommes dont il s'agit n'ayant pu être recouvrées, il convient, à la demande du comptable de les admettre en non-valeur de sorte de régulariser la comptabilité communale.

En conséquence, il vous est proposé d'admettre en non-valeur les sommes ci-après désignées :

- au titre du budget annexe crématorium : 510 €
- au titre du budget annexe Pompes Funèbres : 1 499,70 €.

Les sommes nécessaires à ces dépenses seront prélevées à l'article 6542 (créances éteintes) du budget correspondant de l'exercice en cours.

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise l'admission en non-valeur des sommes désignées ci-dessus pour un montant total de 510 € sur le budget crématorium et de 1 499,70 € sur le budget Pompes Funèbres.

21 - FINANCES - Révision des tarifs des services pompes funèbres et crématorium au 1^{er} Mars 2018

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 Février 2018

Mme LODE expose :

Les tarifs des services pompes funèbres et crématorium n'ont pas été revus au 1^{er} Janvier de cette année, comme cela est pratiqué habituellement. Les nouveaux marchés de fournitures de cercueils, capitons, accessoires et urnes ont été notifiés récemment et de nouveaux tarifs doivent être déterminés.

Les tarifs liés aux prestations n'ont pas été revus, seuls les tarifs des cercueils, capitons, accessoires et urnes ont été actualisés au vue des marchés attribués.

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, valide la révision des tarifs des services pompes funèbres et crématorium à compter du 1^{er} mars 2018.

22 - MARCHES PUBLICS - Transport urbain collectif restructuré pour la Ville de Mayenne (2018-2025) – 17SER30 – Appel d'offres Autorisation de signature du marché

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 Février 2018

M. LANDEMAINE expose :

Ville de Mayenne
Séance du 22 février 2018

L'actuel marché assurant le transport urbain prendra fin le 31 août 2018. Afin d'assurer son renouvellement pour les 7 prochaines années, il convient de relancer une consultation.

Celle-ci a été lancée le 30 novembre 2017 (BOAMP, JOUE, JAAL Ouest France édition Mayenne), sites internet de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté, plate-forme de dématérialisation). La date limite de remise des offres a été fixée au 10 janvier 2018 (6 entreprises ont téléchargé le dossier et 1 offre a été reçue).

La Commission d'appel d'offres de la Ville de Mayenne, réunie jeudi 1^{er} février 2018 à 11h00, a désigné l'attributaire : LES CARS BLEUS, située au 221 impasse de la Fosse, Z.I. des Perrouins, 53100 Mayenne.

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Maire à signer le marché n°17SER30 intitulé « Transport urbain collectif restructuré pour la Ville de Mayenne (2018-2025) » avec l'entreprise LES CARS BLEUS pour un montant estimé de 384 421.48 € HT par an et un montant estimé de 2 690 950.36 € HT pour toute la durée du marché (soit 7 ans, avec une période initiale de 5 ans et 2 reconductions possibles de 1 an chacune).

M. Angot : 20 000 € de plus que l'estimation d'il y a deux ans mais peu de candidats. C'est vrai que notre système de transport reste peu attirant pour des entreprises de transport.

M. Landemaine : nous avons reçu les chefs des établissements scolaires et leur avons présenté l'ensemble du service. Ils avaient entendu parler de ce projet. Sur la navette rapide le matin, nous voulions les entendre. C'est vrai qu'ils ont été enchantés par cette proposition certes pas réservée aux scolaires mais qui leur permet d'emprunter cette navette, Rochefeuille n'étant pas oublié.

M. Lescornet : c'est évidemment un plus en termes de service et un atout important en termes d'attractivité de la ville et aussi une contribution très concrète de la ville dans la lutte contre le réchauffement climatique. La mise en place d'un transport collectif lutte contre l'engorgement et contre les gaz à effet de serre.

M. Angot compte sur la tolérance des mayennais car ce ne sera pas au point dès le début. Le 3 septembre, ce ne sera sûrement pas parfait.

M. Landemaine : on commence par les travaux quai Devizes pour une période de 6 mois puis rendre les arrêts plus effacés et lisibles. La mise en service de ce transport ensuite. On a aussi prévu des ajustements avec Les Cars Bleus.

23 - AFFAIRES SCOLAIRES - Temps des Activités Périscolaires, rentrée 2018-2019

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 Février 2018

Mme BELLON expose :

Considérant la possibilité laissée fin juin 2017 par le Gouvernement aux Collectivités Territoriales de revenir à la semaine de 4 jours travaillés dans les écoles de 1^{er} degré,

Considérant les résultats de la consultation organisée par les services municipaux de la Ville des familles mayennaises dont les enfants sont scolarisés dans les écoles publiques de 1^{er} degré de la Ville qui ont permis de dégager 2 grandes tendances :

1. Une légère majorité des parents et des équipes enseignantes (58%) favorables à la semaine de 4 jours
2. Une très grande satisfaction (plus de 80%) à l'égard des activités périscolaires gratuites proposées dans le cadre des TAP, garantissant une large ouverture culturelle et artistique à l'ensemble des élèves au sein de groupes où la mixité sociale est très présente.

Considérant les six hypothèses d'aménagement du temps scolaire présentées lors de la Commission Enfance Jeunesse de la Ville du 17 janvier dernier (annexe 2I),

Considérant l'avis très partagé émis par le groupe de travail Carte scolaire réunissant des représentants de parents d'élèves de chaque école, de l'ensemble des directeurs des écoles publiques de la Ville et de l'Inspecteur de Circonscription de l'Education Nationale,

Considérant les nombreux échanges entre élus au cours des municipalités des 23 janvier et 13 février dernier, au cours desquelles aucune hypothèse parmi les six proposées n'a réellement obtenu l'aval de l'ensemble des participants,

Considérant la position des services de l'Inspection Académique de la Mayenne rappelant que la semaine d'école à 4 jours n'était qu'une dérogation possible à la règle principale qui demeure la semaine à 4.5 jours,

Considérant l'information transmise par Monsieur le Préfet de la Mayenne semblant confirmer le maintien jusqu'en 2022 des financements de l'Etat,

Le Conseil Municipal a procédé à un vote à bulletin secret afin de déterminer à la majorité un avis sur les rythmes scolaires sur les 3 hypothèses principales qui se sont dégagées des débats à savoir :

- 1. Hypothèse 1 : Semaine de 4 jours**
- 2. Hypothèse 2 : Semaine de 4.5 jours**
- 3. Hypothèse 3 : Semaine de 4 jours en maternelle et 4.5 jours en élémentaire**

Il est proposé deux assesseurs : Mme CREUSIER et M. TROUILLET,

Mme CREUSIER annonce les résultats :

Nombre de votants : 29

Nombre de suffrages nuls : 0

Nombre de suffrages blancs : 0

Nombre de suffrages exprimés : 29

Majorité absolue : 15

Nombre de suffrages pour l'hypothèse 1 : 6

Nombre de suffrages pour l'hypothèse 2 : 17

Nombre de suffrages pour l'hypothèse 3 : 6

M. Le maire annonce que le résultat de ce vote sera ensuite transmis aux services de l'Inspection Académique de la Mayenne.

Les assesseurs comptent les bulletins pendant que Mme Couturier fait lecture du rapport de la délibération 25.

M. Angot annonce transmettre ce résultat au DASEN.

24 - AFFAIRES SCOLAIRES - Réforme des rythmes Scolaires - Convention avec l'OGEC relative à la participation de la Ville aux frais de fonctionnement des écoles privées sous contrat de Mayenne pour les Temps d'Activités Périscolaires (TAP)

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 Février 2018

Mme COUTURIER expose :

Le budget 2018, voté précédemment a ouvert des crédits en matière de subventions à verser aux associations et notamment au bénéfice de l'ensemble OGEC Don Bosco.

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, attribue, au titre de l'exercice budgétaire 2018, une subvention d'un montant maximum de 41 000 euros à l'OGEC Don Bosco dans le cadre de la réforme des Rythmes Scolaires au titre de l'exercice 2018.

Ville de Mayenne
Séance du 22 février 2018

Conformément au décret n°2001-495 du 06/06/2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, la conclusion d'une convention est obligatoire pour les subventions d'un montant supérieur à 23 000 euros.

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Maire à signer la convention annexée qui précise les conditions d'attribution d'une subvention d'un montant de 38 314,00 euros et les modalités de calcul de celle-ci.

25 - AFFAIRES SCOLAIRES - Signature d'une convention avec les écoles privées St Martin et St Joseph de Mayenne ayant pour objet la participation financière de la Ville aux frais de personnel liés au temps de repas

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 Février 2018

Mme COUTURIER expose :

En dehors du contrat d'association conclu entre la Ville de Mayenne et les écoles privées de 1^{er} degré de la Commune qui régit les relations avec les établissements catholiques sur le temps scolaire, la Collectivité verse chaque année une subvention aux écoles privées St Martin et St Joseph de Mayenne au titre des frais de personnels engagés par ces dernières pour la gestion du temps de repas.

Cette subvention, calculée sur la base du nombre de repas livrés aux écoles et d'un pourcentage du coût de celui-ci, permet à la Collectivité de ne pas mettre à disposition de personnel municipal dans les établissements scolaires privés de 1^{er} degré pour la gestion du service de cantine.

La Ville de Mayenne assure en effet, par le biais de son restaurant municipal, la fourniture et la livraison quotidienne des repas des écoles St Martin et St Joseph (Maternelle et Elémentaire). Les écoles de la Vallée ne sont pas concernées par le versement de cette subvention, leurs repas étant fournis directement par l'ensemble scolaire Don Bosco.

Conformément au décret n°2001-495 du 06/06/2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, la conclusion d'une convention est obligatoire pour les subventions d'un montant supérieur à 23 000 euros.

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, attribue, au titre de l'exercice budgétaire 2018, une subvention d'un montant maximum de 49 800 euros à l'OGEC Don Bosco dans le cadre de la participation aux frais de personnel liés au temps de repas au titre de l'exercice 2018.

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Maire à signer la convention annexée qui précise les conditions d'attribution d'une subvention d'un montant maximal de 49 800,00 euros et les modalités de calcul de celle-ci.

26 - Méduane Habitat - Construction de logements sur l'espace François Mitterrand- Contribution financière de la ville à la réalisation de voirie et espaces publics.

Reçu à la Sous-Préfecture le 28 Février 2018

M. LANDEMAINE expose :

A l'issue d'un appel à projets, et par délibération en date du 27 février 2014, la Ville de Mayenne a confié à Méduane Habitat, en sa qualité de bailleur social et au vu de son expérience d'aménagement et de construction dans ce type d'opérations, la construction de 50 à 60 logements et l'aménagement d'une éco-lotissement sur l'esplanade François Mitterrand.

L'emprise foncière correspondante a été cédée à Méduane Habitat à l'euro symbolique conformément à la délibération en date du 18 décembre 2014.

Les 2 parties ont convenu d'une contribution financière de la Ville de Mayenne à cette opération et se sont mis d'accord en juillet 2014 sur une participation financière de la Ville de Mayenne de 400 000 € pour la réalisation de voiries et espaces publics confiée par la Ville à Méduane.

Ville de Mayenne
Séance du 22 février 2018

Les travaux arrivant à leur terme, il s'agit désormais de valider officiellement cet accord, la participation devant intervenir une fois les travaux réalisés.

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée :

- **autorise le versement à Méduane Habitat d'une participation financière de 400 000 € sous réserve que les travaux justifiés ne soient pas inférieurs à cette somme,**
- **inscrit au budget les crédits nécessaires à ce versement**
- **et autorise le Maire à signer la convention de partenariat et ainsi que tout document nécessaire à la gestion de ce dossier.**

A titre indicatif :

Il est précisé que la somme de 400 000 € est un maximum mais qu'elle pourra être revue à la baisse si la justification des travaux était moindre.

Il convient de noter que la ville a obtenu une subvention de la Région Pays de la Loire (dans le cadre du Fonds Régional pour l'Action Sociale) de 87 500 €, ce qui allégera d'autant la charge pour la Ville.

27 - ENVIRONNEMENT - Autorisation environnementale unique et déclaration d'intérêt général sur le bassin versant de l'Aron et le ruisseau de la Filousière

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 Février 2018

M. BOURGUIN expose :

Le syndicat du Bassin de l'Aron assure la coordination et l'animation d'un programme de restauration et d'entretien des cours d'eau. Pour ce faire, le syndicat a fédéré les partenaires (Agence de l'Eau Loire Bretagne, Conseil Départemental de la Mayenne et Conseil Régional des Pays de la Loire) au travers d'un programme mené sur la période 2011/2016. A l'issue du bilan de ce premier programme, un nouveau contrat territorial pour les milieux aquatiques a été élaboré pour la période 2018/2022. Ce programme intègre les cours d'eau du bassin de l'Aron ainsi que le ruisseau de la Filousière situé sur Mayenne et Aron, pour lequel un diagnostic a également été réalisé.

Afin de mettre en œuvre le programme prévu, le syndicat du Bassin de l'Aron a fait une demande en vue d'obtenir une déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement ainsi qu'une autorisation environnementale unique au titre des installations, ouvrages, travaux ou activités en application du même code. Cette demande fait l'objet d'une enquête publique du 12 février au 27 février 2018.

Conformément à l'article R181-38 du code de l'environnement, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, est favorable à cette demande d'autorisation environnement et la déclaration d'intérêt général associée.

M. Bourguin : de manière paradoxale, à l'embouchure de La Mayenne, la qualité de l'eau est positive. A la Courbe, on trouve des truites ce qui prouve la qualité de l'eau.

M. Angot : on va transférer l'école de pêche aux Châteliers. C'est positif.

M. Le Scornet : une exception mayennaise car 23 % des cours d'eau en bon état ici.

M. Landemaine : pour autant, il faut être vigilant.

28 - URBANISME - Projet de construction de M et Mme Feuvre au lieu dit « la Rochelle » à Mayenne, prise en charge de l'extension des réseaux par le demandeur

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 Février 2018

M. LANDEMAINE expose :

Ville de Mayenne
Séance du 22 février 2018

M et Mme Feuvre ont déposé le 21 décembre 2017 un permis de construire au lieu-dit « la Rochelle », l'accès au terrain se fait par une convention de servitude avec le Centre Hospitalier du Nord Mayenne et la desserte nécessite des extensions de réseaux.



L'article L332-15 du code de l'Urbanisme permet de mettre à la charge du demandeur (sous réserve de son accord) l'extension des réseaux empruntant tout ou partie des voies publiques sous réserve que ce raccordement n'excède pas cent mètres et que les réseaux correspondants, dimensionnés pour correspondre exclusivement aux besoins du projet, ne soient pas destinés à desservir d'autres constructions existantes ou futures.

Par courrier en date du 22 janvier 2018, M et Mme Feuvre se sont engagés à prendre intégralement en charge l'extension des réseaux pour la desserte de leur future propriété.

Considérant que ces réseaux ne pourront en aucun cas servir à la desserte d'autres constructions et seront dimensionnés pour les besoins exclusifs de l'opération précitée conformément à l'article L332-15 du Code l'Urbanisme.

Le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, met à la charge exclusive de M et Mme Feuvre, l'extension des réseaux d'électricité, d'adduction d'eau potable et d'assainissement d'eaux usées correspondant aux besoins du permis de construire PC 53147 17 M0076.

29 - MARCHES PUBLICS - Vente aux enchères de biens – autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 Février 2018

Mme CREUSIER expose :

Les biens ci-dessous listés, appartenant à la Ville, sont actuellement mis en vente aux enchères :

- Camion DAF 2300 Turbo
- Goudronneuse RENAULT Mascott B110.60
- Voiture RENAULT Scénic III DCI
- Tracteur HOLDER A 550

Ville de Mayenne
Séance du 22 février 2018

- Tracteur MC CORMICK F60
- Tracteur MANITOU MLT 524
- Voiture RENAULT Express
- Voiture CITROËN C3
- Broyeur de végétaux CARAVAGGI
- Broyeur de végétaux DESVOYS

Considérant notre contrat, en date du 22 avril 2016, avec la société AGORASTORE, il a été décidé de mettre en vente sur ce site tous les biens précités.

Par délibération du 10 avril 2014, le Maire a délégué pour les ventes de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €. **Dans le cas où un bien précité trouverait acquéreur pour plus de 4 600 €, le Conseil municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Maire à signer sa vente avec le meilleur enchérisseur.**

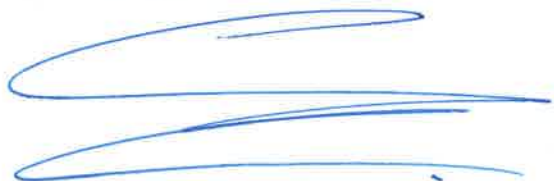
Les ventes seront adjugées aux prix proposés par ces mêmes meilleurs enchérisseurs désignés par le site Agorastore, à la fin des enchères le 26 février 2018 entre 18h et 18h54.

M. le Maire informe les élus que la municipalité du 27 février est annulée.

M. Le Scornet invite les élus à voir l'émission des Victoires de la musique : Chloé Briot, catégorie chant lyrique, a « fait ses gammes » à Mayenne avec Annick Vert. C'est aujourd'hui une reconnaissance nationale, Il les invite à voter ce soir sur le site de France Musique.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h07.

Vu, le secrétaire,
M. F. BALE N'LO



Vu, Monsieur le Maire,
Michel ANGOT



